



CICC CONVENIENCE INDUSTRY
COUNCIL OF CANADA

CCID CONSEIL CANADIEN DE
L'INDUSTRIE DES DÉPANNÉURS

Le français suit...

LOCAL CONVENIENCE STORES REACT TO FALL ECONOMIC STATEMENT

Today, the Convenience Industry Council of Canada (which represents Canada's c-store distributors, manufacturers, and retailers) provided the following statement in response to the Fall Economic Statement tabled by Deputy Prime Minister and Minister of Finance, the Hon. Chrystia Freeland. The statement is attributable to Anne Kothawala, President & CEO of the Convenience Industry Council of Canada:

"Today's Fall Economic Statement from the federal government is a missed opportunity to support local small businesses across the country.

Canada's cost of living crisis is real and impacts Canadians, their communities and the convenience stores that serve those communities. This crisis goes beyond access to housing; it is impacting Canadians at the gas pumps while increasing the cost of products that are retailed in our stores.

The federal government has the ability to improve the affordability of everyday essentials for Canadians. This could be done by making a straightforward change to credit card fees paid by our small businesses, which costs each store \$30,000 on average, annually. We have been asking the federal government to follow through on their commitment to remove the interchange fees on the tax portion of sales, which would save millions for our small businesses.

In fact, 48% of each sale in a convenience store is tax. Relief from this double-whammy on interchange (paying both the fee on each purchase, and tax on the interchange) would allow us to keep prices lower for Canadians in this high inflationary period. The federal government could also look to implement a tax credit for convenience stores, wherein they can claim a percentage of HST applied on interchange fees; we hope the government will consider either of these options as a means of relief for our businesses and by extension, Canadians.

Further, inaction on contraband tobacco is costly to communities and to government revenues. Our convenience stores have been clear: the ongoing proliferation of contraband tobacco in communities across the country has created a situation that is untenable. Recent data from a CICC report commissioned by EY Canada shows that the contraband problem continues to grow unchecked, costing governments \$2.1B in lost tax revenues, and creating risks for tobacco consumers and minors.

With that said, addressing contraband goes beyond lost tax revenues, or advancing the Government's smoking cessation initiatives: it is about penalizing the organized crime groups which law enforcement officials say are fueling this trade, which is eight times more profitable than trafficking narcotics like cocaine or fentanyl.

While we remain optimistic about the future of our businesses and industry, we face a stark reality: three convenience stores in Canada are closing every day. Without direct, concrete action on these priorities and others, many convenience stores – who provide essential goods to many in their



CICC CONVENIENCE INDUSTRY
COUNCIL OF CANADA

CCID CONSEIL CANADIEN DE
L'INDUSTRIE DES DÉPANNEURS

communities – many more will be unable to keep their doors open. We call on the federal government to take immediate and concrete action on contraband tobacco (through additional resources for both the RCMP, and Canada Post to address this challenge), and to follow through on existing commitments to address credit card interchange fees. We will continue to advocate directly to government to find a solution that works for both businesses and all Canadians.”

LES DÉPANNEURS LOCAUX RÉAGISSENT À L'ÉNONCÉ ÉCONOMIQUE DE L'AUTOMNE

Aujourd'hui, le Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs, qui représente les distributeurs, les fabricants et les détaillants de l'industrie des dépanneurs du Canada, a fait la déclaration suivante en réponse à l'Énoncé économique de l'automne déposé par la vice-première ministre et ministre des Finances, l'honorable Chrystia Freeland. La déclaration est attribuable à Anne Kothawala, présidente et cheffe de la direction du Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs.

« L'Énoncé économique de l'automne publié aujourd'hui par le gouvernement fédéral est une occasion manquée de soutenir les petites entreprises locales partout au pays.

La crise du coût de la vie au Canada est réelle et a des répercussions sur les Canadiennes et les Canadiens, leurs collectivités et les dépanneurs qui les desservent. Cette crise va au-delà de l'accès au logement ; elle a des répercussions sur la population canadienne à la pompe à essence tout en augmentant le coût des produits vendus au détail dans nos magasins.

Le gouvernement fédéral a la capacité d'améliorer l'abordabilité des produits de première nécessité pour les Canadiennes et les Canadiens. Cela pourrait se faire en modifiant simplement les frais de carte de crédit payés par nos petites entreprises, ce qui coûte en moyenne 30 000 \$ par année à chaque magasin. Nous avons demandé au gouvernement fédéral de donner suite à son engagement d'éliminer les frais d'interchange sur le montant de la taxe des ventes, ce qui permettrait à nos petites entreprises d'économiser des millions de dollars.

En fait, 48 % de chaque transaction dans un dépanneur est de la taxe. L'allègement de ce double coup dur que constitue l'interchange, soit payer à la fois les frais sur chaque achat et la taxe sur l'interchange, nous permettrait de maintenir des prix plus bas pour les Canadiennes et les Canadiens en cette période de forte inflation. Le gouvernement fédéral pourrait également envisager de mettre en place un crédit d'impôt pour les dépanneurs, dans le cadre duquel ils pourraient réclamer un pourcentage de la TVH appliquée aux frais d'interchange. Nous espérons que le gouvernement envisagera l'une ou l'autre de ces options comme moyen de soulager nos entreprises et, par extension, la population canadienne.



CICC CONVENIENCE INDUSTRY
COUNCIL OF CANADA

CCID CONSEIL CANADIEN DE
L'INDUSTRIE DES DÉPANNEURS

De plus, l'inaction à l'égard de la contrebande du tabac coûte cher aux collectivités et affecte les revenus du gouvernement. Nos dépanneurs se sont exprimés clairement : la prolifération continue du tabac de contrebande dans les collectivités partout au pays a créé une situation intenable. Des données récentes tirées d'un rapport du CCID commandé par EY Canada montrent que le problème de la contrebande continue de croître de façon incontrôlée, ce qui constitue, pour les gouvernements, une perte de 2,1 milliards de dollars en recettes fiscales et crée des risques pour les consommateurs de tabac et les mineurs.

Cela dit, la lutte contre la contrebande va au-delà de la perte de recettes fiscales ou de l'avancement des initiatives du gouvernement en matière d'abandon du tabac : il s'agit de pénaliser les groupes du crime organisé qui, selon les responsables de l'application de la loi, alimentent ce commerce huit fois plus rentable que le trafic de stupéfiants comme la cocaïne ou le fentanyl.

Bien que nous demeurions optimistes quant à l'avenir de nos entreprises et de notre industrie, nous sommes confrontés à une dure réalité : au Canada, trois dépanneurs ferment leurs portes chaque jour. Sans des mesures directes et concrètes à l'égard de ces priorités et d'autres, de nombreux dépanneurs — qui fournissent des biens essentiels à de nombreux membres de leur communauté — beaucoup d'autres en fait, ne pourront pas garder leurs portes ouvertes. Nous demandons au gouvernement fédéral de prendre des mesures immédiates et concrètes pour lutter contre la contrebande de tabac, en fournissant des ressources supplémentaires à la GRC et à Postes Canada pour relever ce défi, et de donner suite aux engagements actuels en matière de frais d'interchange des cartes de crédit. Nous continuerons de plaider directement auprès du gouvernement afin de trouver une solution qui fonctionne à la fois pour les entreprises et pour l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens. »